

**Point de presse de la porte-parole -
Algérie - Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à Oran (8
décembre 2018) - Maroc - Sahara
occidental - Table ronde à Genève
(5-6 décembre 2018) - Objectif de
parité - Turquie
(Paris, 07 décembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Algérie - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne à Oran (8 décembre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera, samedi 8 décembre à Oran, à la cérémonie de béatification de 19 religieux de l'Eglise catholique d'Algérie victimes du terrorisme, parmi lesquels figurent 15 Français.

Le secrétaire d'Etat rendra ainsi hommage au nom de la France à ces compatriotes qui ont fait honneur tant à leur pays d'origine qu'à leur pays d'adoption, par leur courage et leur volonté de demeurer auprès de leurs amis algériens dans un moment difficile de leur histoire. Il s'agit du frère Henri Vergès et de la soeur Paul-Hélène Saint-Raymond, assassinés le 8 mai 1994 ; de la soeur Odette Prévost, assassinée le 10 novembre 1994 ; des pères Jean Chevillard, Alain Dieulangard, Christian Chessel, de la congrégation des Pères blancs, assassinés le 27 décembre 1994 ; de la soeur Denise Leclerc, assassinée le 3 septembre 1995 ; des sept moines trappistes de Tibhérine (les frères Christian de Chergé, Célestin Ringear, Christian Lemarchand, Michel Fleury, Christophe Lebreton, Paul Favre-Miville et Paul Dochier), enlevés le 27 mars 1996 et assassinés peu après ; de Monseigneur Pierre Claverie, assassiné le 1er août 1996.

La France est reconnaissante à l'Algérie d'accueillir cette cérémonie de béatification qui sera l'occasion de célébrer le message de paix, de fraternité et de tolérance que continuent de nous inspirer l'engagement et le sacrifice de ces hommes et de ces femmes. Elle rend hommage à la nation algérienne qui a su s'engager sur le chemin de la paix et de la réconciliation nationale. C'est la raison pour laquelle le Secrétaire d'Etat participera également le 8 décembre, à la Grande mosquée Ibn Badis, à l'hommage qui sera rendu aux 114 imams algériens assassinés par des groupes terroristes durant la décennie noire.

2 - Maroc - Sahara occidental - Table ronde à Genève (5-6 décembre 2018)

La France salue la tenue de la table ronde préliminaire entre le Maroc, le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie, organisée à Genève, les 5 et 6 décembre 2018, à l'initiative de l'Envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations unies (EPSGNU) pour le Sahara occidental, M. Horst Köhler. Cette rencontre a permis de réunir, pour la première fois depuis dix ans, les quatre délégations afin de faire le point sur les derniers développements, d'aborder les questions régionales et de discuter les prochaines étapes du processus politique.

La France se félicite du bon déroulement de ces discussions, dans un état d'esprit constructif, ainsi que de l'engagement des quatre délégations à recevoir une nouvelle invitation de M. Köhler en vue d'une deuxième table ronde au premier trimestre 2019.

La France réitère à cette occasion son plein soutien aux efforts de l'EPSGNU en vue de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement agréée au Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

3 - Objectif de parité

Q - Il a récemment été reproché au Quai d'Orsay d'être en retard dans l'application de la loi Sauvadet pour l'accès des femmes aux plus hautes responsabilités de votre ministère. Quelle est votre réaction ?

R - Avant même 2012 et depuis la loi Sauvadet, le Quai d'Orsay s'est engagé dans une politique volontariste en faveur de la parité qui se traduit aujourd'hui par une féminisation de son encadrement supérieur qui avoisine les 30% (c'est-à-dire sur les postes d'ambassadeurs/drices, de directeurs/trices, de sous-directeurs/trices). Cela s'est traduit notamment par un doublement du nombre d'ambassadrices en 5 ans, portant leur nombre à 46. Le Ministre y veille tout particulièrement et le pourcentage de primo-nomination au poste d'ambassadeurs/drices est de 35%.

Cette politique volontariste s'est manifestée également dans la volonté de renforcer la féminisation des promotions y compris dans les grades les plus élevés (conseillers des affaires étrangères et ministres plénipotentiaires). Cela est indispensable à la constitution d'un vivier.

En outre, le ministère veille au respect de l'équilibre vie privée-vie professionnelle (adoption d'une charte du temps, développement du télé-travail) et en accompagnant la mobilité géographique de ses agents (création d'une délégation aux familles en septembre 2016 afin de favoriser la scolarisation des enfants et l'accès des conjoints au marché du travail ; signature d'accords bilatéraux destinés à faciliter le travail des conjoints).

Inscrivant ses efforts dans la durée, le ministère a obtenu le label de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (AFNOR) fin 2017. Ainsi, au-delà des obligations légales, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères s'engage avec l'objectif d'assurer la parité dans ses effectifs et l'égalité dans ses pratiques.

4 - Turquie

Q - Une cour turque a confirmé en appel mardi la condamnation de M. Selahattin Demirtaş à une peine pour propagande terroriste. Quelle est votre réaction ?

R - Nous réitérons notre préoccupation quant à la condamnation " pour propagande terroriste " de l'ancien parlementaire et candidat à l'élection présidentielle du parti HDP M. Selahattin Demirtaş. M. Demirtaş était placé en détention provisoire depuis 2016, une situation condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme le 20 novembre dernier.

Nous sommes aux côtés de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Ce combat doit s'accomplir dans le respect de l'Etat de droit et des droits fondamentaux. La France appelle la Turquie au respect du droit de chacun à un procès équitable et à la promotion du pluralisme politique, dans le respect de ses engagements européens et internationaux./.